



DEPARTEMENT DE L'OISE
ARRONDISSEMENT DE CLERMONT
COMMUNE DE LAIGNEVILLE

Tél : 03 44 66 31 50

Fax : 03 44 66 31 58



18-014771-A

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

15 MAR. 2018

Bureau du cabinet du ministre

Monsieur le Ministre Gérard COLLOMB

Ministère de l'intérieur

Hôtel de Beauvau

Place Beauvau

75008 PARIS

PREFECTURE DE L'OISE

Direction des Sécurités

Bureau des Polices Administratives

11 AVR. 2018

6, rue Georges Fleury
60607 CLERMONT Cedex

Références : PM/FB/2018

Laigneville le 13 mars 2018

Affaire suivie par F.BOBÉE

Mail : pm.laigneville@orange.fr

Tél : 03.44.66.31.54

Objet : Expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les policiers municipaux.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 10 du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de police municipale, j'ai l'honneur de vous adresser une copie du rapport d'information rédigé par le responsable de mon service de police municipale.

En 2017, afin de répondre à une demande de mes policiers municipaux qui m'informaient de difficultés croissantes lors des interventions ou verbalisations, je les ai doté, à l'instar de nombreuses collectivités, d'une caméra dite « piéton ». Nous disposons alors de retours positifs de l'expérimentation mise en place par la police nationale.

Aujourd'hui, fort de l'expérience menée sur la commune de LAIGNEVILLE, je suis et reste favorable au port et à l'utilisation des caméras individuelles par les agents de la police municipale. Je souhaite que mes agents puissent continuer à bénéficier de cet équipement et j'envisage, si les textes le permettent, de les équiper d'une seconde caméra afin que chacun d'entre eux en soit doté.

Je vous prie de bien vouloir accepter, Monsieur le Ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

Respectueusement

Le Maire,
Vice-président du conseil départemental,
Christophe DIETRICH



[Signature]



DEPARTEMENT DE L'OISE
ARRONDISSEMENT DE CLERMONT
COMMUNE DE LAIGNEVILLE

Tél : 03 44 66 31 50
Fax : 03 44 66 31 58

Rapport n° 2018030001
Feuillet : 1 / 2
Pièces jointes : planche
photographique

OBJET : Emploi de la caméra
individuelle



RAPPORT D'INFORMATION SUR L'EMPLOI DES CAMÉRAS INDIVIDUELLES

--- L'an **deux mille dix huit**, le **neuf** du mois de **mars**. ---

Nous, soussignés, **Frédéric BOBÉE**, Brigadier-chef principal auprès de la Police Municipale de la Ville de Laigneville, y demeurant 390 rue de la République

Agent de Police Judiciaire Adjoint Vu le Code de Procédure Pénale en ses articles D 15, 21-2 et 78-6

Vu la Loi n° 99-291 du 15 avril 1999

Vu les articles L 2212-1 et suivant, L 2541-1 et suivant, L.2542-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ---

Vu le Décret n° 2003-735 du 1^{er} août 2003 portant code de déontologie des agents de Police Municipale

Vu le décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions, notamment l'article 10.

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit:

Depuis le 18 mai 2017, nous sommes autorisés par arrêté préfectoral au port d'une caméra individuelle.

Présentation de la commune et du service :

LAIGNEVILLE : 4 700 habitants, située entre le bassin Creillois (Z.S.P) et Liancourt.

Traversée par la RD 1016, axe majeur permettant de quitter le secteur rapidement.

Equipée en vidéoprotection.

Fait partie du secteur de la brigade de gendarmerie de Liancourt, compagnie de Clermont.

POLICE MUNICIPALE : composée de deux effectifs armés en catégorie B et D, dotée d'un cinémomètre.

Evaluation de l'impact des caméras individuelles sur le déroulement des interventions :

La caméra individuelle est portée quotidiennement. Lors des interventions, elle est actionnée selon le ressenti de l'agent sur son analyse de la situation.

Depuis l'intégration de ce matériel à notre équipement, nous estimons l'impact comme positif et sécurisant sur nos interventions, tout en sachant que les images peuvent être utilisées comme éléments de preuve à charge ou à décharge. Nous estimons que les caméras contribuent de manière significative au respect des droits de chacun.

La caméra est utilisée lors de tous types d'interventions allant de la verbalisation du stationnement au rassemblement de jeunes sur la voie publique. Seule une petite partie des personnes filmées est hostile à la caméra mais nous avons noté une amélioration des comportements et des défis à l'autorité.

A ce jour, aucun enregistrement n'a fait l'objet de consultation ou extraction pour une procédure judiciaire.

--- rapport rédigé et clos ce jour pour servir et valoir ce que de droit.

Le Brigadier-chef Principal

